



Madame, Monsieur,

Pour votre information, voici la lettre que je viens d'envoyer à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais pour le prévenir de ma démission et lui en préciser les raisons.

Cordialement

Monsieur le Préfet,

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de ma responsabilité de maire d'Houdain à compter du 1^{er} avril 2010.

La relève est assurée et je proposerai au conseil municipal de confier la responsabilité de maire à Marc Kopaczyk, qui assume aujourd'hui celle de premier adjoint.

Il est logique afin de mettre en oeuvre le programme que la majorité des habitants a validé en mars 2008, de donner un nouvel élan.

La fonction de maire, même si elle est éprouvante, permet de multiplier les rencontres humaines à condition de mettre l'humain au coeur de notre engagement.

Je démissionne de ma fonction de maire mais je demeure conseiller municipal et militant communiste convaincu et actif.

Chaque semaine depuis que je suis élu (mars 1983), de 10 à 25 personnes me sollicitent prioritairement pour un emploi, pour un logement ou en raison de difficultés financières.

Et ces dernières années le constat s'aggrave, souvent dramatiquement. Un homme de 53 ans vient de m'écrire «monsieur le Maire, je n'attends plus que la mort». Qu'a dû subir un être humain pour en arriver là?

Malgré la crise (organisée par qui ?), la France est de plus en plus riche et loin de la faillite (quoique qu'en disent les menteurs qui nous dirigent) mais des millions de Français sont de plus en plus pauvres.

Une centaine de PDG (essentiellement autour du CAC 40 et de la bourse) dirigent la France, se croient sortis de la cuisse de Jupiter,

croient «mériter» leur super salaires alors qu'aucun d'entre eux ne devrait gagner plus de 10 fois le salaire de base de leurs salariés (peut-être même pas plus de 5 fois, à l'image de la «cité idéale» de Platon) et nous ont plongés eux-mêmes dans la crise dont ils prétendent vouloir nous sortir !

Ces PDG ont trouvé 2 dociles exécuteurs de leurs basses oeuvres: Messieurs Sarkozy et Fillon qui leur obéissent au doigt et à l'oeil, même si une intelligente mise en scène médiatique donne l'impression de l'inverse !

Mais les rôles sont bien répartis: aux PDG et actionnaires le profit; à messieurs Sarkozy et Fillon, le boulot, le sale boulot (qui sera récompensé) de trouver des boucs émissaires s'il y a un blocage! Et quels meilleurs boucs émissaires que les Jeunes et les Etrangers !

Pour les Jeunes, multiplication des lois répressives (prison dès l'âge de 12 ans, pour certains sarkozystes! prison plus longtemps; repérage des futurs délinquants dès l'âge de 2 ans, etc...). Décidément les jeunes n'ont jamais la cote!. On les appelait les «apaches» il y a un siècle, les «blousons noirs» dans les années 60 et les «jeunes des cités et banlieues» aujourd'hui: de la «racaille» selon qui vous savez! Et pourtant, à un premier ministre en visite dans son lycée et qui lui avait demandé: «que faut-il faire pour lutter contre la drogue et la délinquance?» un jeune avait répondu: «**nous donner confiance en l'avenir**». Mais pour que les jeunes aient confiance en l'avenir, il faut changer le présent, le présent désespérant que leur font le MEDEF et monsieur Sarkozy. Les jeunes ne sont pas un problème, ils sont la solution!. Ils ont besoin de confiance, pas de caméras de surveillance !

Quant aux Etrangers, ils sont une fois encore des boucs émissaires (comme souvent au long de l'histoire humaine) et le débat puant voulu par M. Sarkozy sur l'identité nationale vient d'en être une triste illustration au point que de nombreux habitants de la planète se demandent ce qu'est devenue la patrie des droits de l'homme. «Révolution française réveille-toi! ils sont devenus fous!.» comme si la patrie des droits de l'homme ne connaissait plus que les droits de la bourse!. Comme d'autres, j'ai honte de ce que mon pays fait à certains étrangers. Comme d'autres, je suis fier d'en avoir aidés, cachés, protégés, au nom de la dignité humaine.

Permettez-moi, Monsieur Le Préfet, d'en venir à la ville d'Houdain et à la casse de ses services publics.

En novembre-décembre 2002, 1^{ère} tentative de fermeture de la gendarmerie d'Houdain. Echec grâce à la mobilisation des habitants et de leurs élus, avec la première sortie des tracteurs («tracteur» à Houdain: terme générique pouvant signifier «tracteur» en tant qu'engin agricole, mais aussi «pétition», «manif», «référendum municipal»,

La lettre du Maire

Mars 2010 - n° 16

«opération ville en colère», «opération escargot» ou «votation citoyenne»).

En 2003, fermeture du point de «police de proximité».

En 2005, tentative de fermeture de la permanence de la Sécurité Sociale. Echec grâce à la menace de sortie des tracteurs.

En 2006, tentative de fermeture du centre de tri de la Poste. Echec grâce à la mobilisation. Mais depuis, fragilisation du service.

En 2006, fermeture de la DDE.

En 2006, tentative de fermeture du Trésor Public. Echec grâce à la sortie des tracteurs. Nouvelles tentatives en 2007 et 2008. Nouvel échec, mais nouvelles menaces de fermeture en 2011.

En 2007, fermeture de la permanence de la Sécurité Sociale.

En 2009, fermeture du Tribunal d'Instance.

En 2010, nouvelles menaces sur la gendarmerie. Mais belle mobilisation le 4 février, que nous recommencerons si nécessaire.

Un haut fonctionnaire (dont je tairai le nom) d'un ministère (dont je tairai aussi le nom) m'a confié récemment: «Il me semble qu'Houdain soit la seule commune de France de 7800 habitants à avoir gardé aussi longtemps autant de services publics implantés là pour des raisons historiques liées à la Révolution française et antérieurs à l'apparition du bassin minier... mais il me semble qu'Houdain soit aussi la commune de France qui paie le plus lourd tribut à la suppression des services publics».

Au vu de cette réflexion, je me permets de rappeler cette phrase du président de la République: «Telle ville qui a un problème avec sa garnison on doit lui garantir son tribunal ou celle qui a un problème avec son hôpital, on doit lui garantir sa sous-préfecture». Et celle qui a un problème avec sa gendarmerie, sa DDE, sa Sécu, son centre de tri, sa police de proximité, son tribunal, son trésor public, que va-t-on lui garantir ?

Voici encore une autre phrase du 1^{er} ministre à propos du redéploiement des services publics: «Il ne faut pas accabler les zones les plus fragiles, les plus éprouvées ... et leur imposer un cumul d'épreuves injustes». Ici le cumul ressemble à un massacre à la tronçonneuse.

Et voici une dernière phrase du ministre de l'intérieur «Je tenais à vous adresser tous mes voeux de réussite dans l'exercice de votre fonction (de maire). Votre action est essentielle pour la démocratie et

le fonctionnement de notre pays. Vous pouvez compter sur mon soutien et mon écoute attentive en tant que ministre de l'intérieur».

Si «l'écoute est attentive», **quelles sont les garanties ou les compensations pour la ville d'Houdain?**

En conclusion, je démissionne de la responsabilité de maire d'Houdain mais je reste membre du conseil municipal et militant communiste plus convaincu que jamais de ce:

- que l'avenir d'une France digne et donc solidaire passe par des services publics forts et de proximité,

- que la redistribution des richesses est la première nécessité, en commençant par l'interdiction de tout salaire de PDG (ou autre) dépassant 10 fois le salaire de base. Avec d'autres, nous préparons à compter du 1er octobre 2010 la grève du paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité jusqu'à ce que les PDG de Véolia, EDF et GDF-Suez voient leur salaire ramené à 10 fois maximum le salaire de base de leur entreprise (s'ils trouvent leur nouveau salaire insuffisant, il leur suffira d'augmenter le salaire de base pour en profiter eux aussi et 10 fois plus! mais seulement 10 fois plus, pas 150 fois plus!),

- que les élites d'un pays ne méritent leur titre d'élites que si elles montrent l'exemple de la solidarité. Dès qu'elles cherchent des boucs émissaires (Jeunes, Etrangers ...) elles se salissent et se déshonorent. Dès qu'elles ne rêvent que de Fouquet's, yacht de luxe, Rollex ... elles se discréditent.

Mon père nous racontait parfois, à nous ses 12 enfants, que lors de son service militaire en 1936, il y avait un panonceau dans la cantine de sa caserne où il était écrit: «**servez-vous bien! mais pensez aux camarades!**». Aujourd'hui, monsieur le Président et ses amis multimillionnaires ou milliardaires du MEDEF n'ont retenu que la 1ère partie de la phrase: «servez-vous bien!» mais ils ont oublié de «penser au peuple de France». Penser au peuple de France, c'est pour eux **mission impossible** !

Marcel Pagnol disait: «tout le monde savait que c'était **impossible**. Il est venu un imbécile qui ne le savait pas et qui l'a fait!». Nous serons cet imbécile collectif **qui le fera** !

Daniel Dewalle.

